

L'ACTIVISME DES FEMMES EN MILIEU RURAL : LE CAS DE MEOUANE, KEUR MBAYE AWA, MINAME ET TIVAOUANE

par

Fatou FAYE, Juriste, chargée de programme, RLS Dakar
Mor NIANG, Professeur de sociologie à l'Université de Thiès



INTRODUCTION

Pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal reste fortement attaché à certains codes et pratiques traditionnelles qui relèguent la femme à des rôles subalternes, inhibant ainsi son potentiel inestimable. Ces stéréotypes de genre constituent un frein au développement socio-économique et politique de la communauté. Toutefois, des mutations sont en train de s'opérer aussi bien dans les villes que dans la campagne. En milieu rural sénégalais, les transformations encore lentes et sporadiques observées aujourd'hui, sont en partie à l'actif d'un petit groupe de femmes leaders, décidées

à impulser une nouvelle dynamique socio-économique et politique à la communauté. C'est tout le sens de leur activisme. Tout bien considéré, ces femmes activistes, conscientes de leur responsabilité ont décidé de par leur engagement citoyen et leurs actions à faire du leadership féminin la matrice d'une société moderne, ouverte et porteuse de progrès économique, social, politique car débarrassée de clichés négatifs basés sur le genre. C'est dans ce nouveau contexte de changement de paradigme pour plus d'égalité, de justice sociale et de progrès que se distinguent certaines femmes leaders à l'image de celles de Tivaouane. Dans ce département de la région de Thiès, plus précisément dans les villages de Méouane, de

Miname et de Keur Mbaye Awa du fait de l'exode rural et de la migration économique qui touchent plus les hommes, les femmes constituent de nos jours la majorité de la population. Cependant la distribution des rôles et des responsabilités au niveau socio-économique et politique ne reflète guère leur importance numérique et leur poids social. Cette discrimination tient en un ensemble de coutumes, de préceptes ou de règles non écrites qu'il est scrupuleusement convenu de respecter dans ce milieu. Ces codes désuets discriminent la femme et l'empêchent de jouer un rôle plus important pour un meilleur devenir de la société.

C'est sans doute ce paradoxe qui a poussé ces femmes leaders à monter au créneau pour promouvoir et valoriser davantage l'image et l'action de la femme en vue booster sa contribution au développement socio-économique et politique de la communauté. De par leur engagement citoyen, leurs actions et plaidoyers, ces femmes activistes qui incarnent la rupture d'avec les goulots et pesanteurs socio- culturelles et religieuses sont en train de bien relever leur challenge. Mais qu'ont-elles réellement réussi d'extraordinaire au point de susciter un intérêt particulier ? Quelles dynamiques nouvelles d'égalité, de progrès et de justice sociale ont-elles impulsé à la communauté ? Quelle est la portée de leurs actions au sein de la communauté ? A quelles difficultés majeures font-elles aujourd'hui

face ? Quelles peuvent être les nouvelles perspectives pour donner plus de visibilité, de poids et d'intérêt à leurs actions ?

Pour mieux saisir la portée de leur engagement citoyen et de leurs actions au service de la communauté, nous allons d'abord présenter le contexte et les enjeux, ensuite mesurer l'impact positif de leurs actions, puis énumérer quelques difficultés majeures qui en limitent la portée avant d'indiquer enfin des orientations pour un leadership féminin plus efficient.

CONTEXTE SOCIO-CULTUREL ET ECONOMIQUE DES LOCALITES DE

MEOUANE, MINAME ET KEUR MBAYE AWA

Le contexte socio-culturel

Méouane, Miname et Keur Mbaye Awa sont des zones rurales nichées dans le département de Tivaouane. Ces localités encore fortement ancrées dans les valeurs et pratiques traditionnelles portent visiblement les stigmates de l'image de la femme reléguée au rang de second et victime d'une misogynie apparente et manifeste. Dans cette société conservatrice, la femme peine aujourd'hui à s'épanouir pleinement car n'ayant son mot à dire ni sa contribution majeure à apporter pour la bonne marche de la communauté. Tout compte fait, en milieu rural les femmes ne sont ni chef de ménage, ni chef de village et ne sont présentes dans aucune assemblée consultative et de délibération. Leur absence est aussi notoire sous l'arbre à palabre où sont discutées les idées et adoptées les décisions portant sur la vie de la communauté. Dans les conseils municipaux on note leur faible représentativité. Même si la loi sur la parité leur attribue le même nombre de représentants

que les hommes, leurs voix et propositions ne sont pas véritablement prépondérantes. Aussi sont-elles astreintes à des tâches domestiques et ménagères. En effet si se lever au premier chant du coq, aller puiser de l'eau au puits, piler le mil, flâner en brousse pour ramasser du bois sec pour préparer à cuisiner commencent à être au mauvais souvenir pour bon nombre de femmes du fait des apports de la modernité (forages, machine à moulin, les grains, bouteilles de gaz, sachets de produits prêts à la cuisson...), il convient de rappeler que s'occuper du mari, des beaux parents, des enfants, aller quotidiennement au marché pour préparer à manger, faire le ménage et le linge, laver les vaisselles, balayer et apporter le déjeuner aux hommes qui sont aux champs demeurent le quotidien des femmes de Méouane, de Miname et de Keur Mbaye.

A ces lourdes charges quotidiennes s'ajoutent la précarité et la pauvreté qui exacerbent leur peine et renforcent leur dépendance et leur vulnérabilité vis-à-vis des hommes. En effet, ne disposant pas de revenus réguliers, elles ne comptent généralement que sur les maigres soutiens financiers de leur mari ou de leurs enfants. S'y ajoute la précarité de leur situation faute de temps pour s'adonner à une activité lucrative véritablement stable et réellement bénéfique. Ce contexte socio-culturel ne plaide donc pas en faveur d'un plein épanouissement physique et moral de la femme encore moins de son autonomie financière, gage de stabilité

voire d'indépendance. Ces contraintes socio-culturelles ont lieu dans un contexte économique on ne peut plus difficile qui ne facilite guère le plein épanouissement de la femme en milieu

Le contexte économique

Le département de Tivaouane est connu, sur le plan économique, comme une zone bien pourvue : ressources minières, ressources hydriques, terres arables disponibles... Les localités de Miname et Keur Mbaye Awa sont toutes proches de la zone littorale des Niayes, domaine par excellence des cultures horticoles. (Fruits, légumes, fleurs...). Dans les vergers poussent de nombreuses variétés fruitières comme les mangues, mandarines, pamplemousses, corossols... Les principales cultures maraichères sont carottes, choux, aubergines, tomates, concombres, piments, oignons, oignons verts, poivrons, pommes de terres, patates, persils, navets... L'importance de la production horticole permet d'approvisionner une bonne partie du Sénégal notamment Dakar la capitale en fruits et légumes. Aussi les localités objets de notre étude, à l'instar d'autres contrées de la zone des Niayes sont en passe de devenir la principale zone pourvoyeuse de produits avicoles comme les poulets de chair et les œufs. La production est surtout familiale même si on note par ailleurs, l'installation progressive de fermes modernes qui commencent déjà à installer la concurrence. Ces deux localités foncièrement agricoles disposent également d'un fort potentiel énergétique (gaz naturel, énergie solaire, énergie éolienne...) et minier (phosphate, zircon...) à l'origine de l'installations de la centrale de Tobène Power, de GCO

(Grande Côte Opération) et surtout des ICS (Industrie Chimique du Sénégal).

Ainsi en termes de ressources naturelles, ces localités ont un fort potentiel mais dont l'exploitation n'a pas encore un impact positif réel sur toutes les franges de la population. Bien au contraire. Tout compte fait, en dépit de la disponibilité des terres cultivables et de la fertilité des sols, les femmes y ont un accès relativement faible d'où leur part insignifiante dans la production maraîchère, fruitière et avicole. Toutefois elles sont très présentes dans les circuits d'écoulement et de commercialisation vers les grands marchés de Dakar notamment Thiaroye, Castor, Tilène, Kermel...

Sur le plan industriel, le pourcentage d'employés locaux dans les entreprises implantées dans la zone est très insignifiant. A titre d'exemple, à Keur Mbaye Awa et Méouane, ils ne sont que cinq ouvriers à travailler au niveau des ICS. Qui plus est, l'exploitation industrielle de ces ressources a un impact négatif sur l'environnement avec notamment la pollution atmosphérique qui dégrade les sols et le cadre de vie des populations. Cela entraîne comme conséquences l'abandon de certaines terres désormais impropres à la culture et le développement de maladies pulmonaires. Cette situation renforce davantage le niveau de précarité et de pauvreté déjà préoccupant dans la zone.

ENJEU D'UNE SOCIETE EN PLEINE MUTATION.

Au Sénégal, surtout dans les zones rurales, la situation sociale des communautés est toujours préoccupante. Les ménages ne parviennent toujours à satisfaire correctement les besoins de base. Le type d'habitat (concession familiale) qui caractérise ce milieu, accentue les problèmes de survie. L'agriculture qui, jadis, était la principale activité ne donne plus les rendements attendus pour satisfaire les besoins en nourriture d'une famille de plus en plus nombreuse. Cette dégradation des conditions d'existence des familles et de la communauté affecte gravement les femmes.

Face à cette situation, elles se doivent d'agir avant l'éclatement de la famille qui est la cellule de base des communautés africaines notamment sénégalaises. D'où l'urgence d'opérer des réformes voire des mutations socio-culturelles et économiques pour permettre aux femmes des campagnes d'assumer pleinement leur rôle. Le maintien de l'équilibre de la famille et au-delà le développement socio-économique de la communauté y dépendent. Ces mutations qui passeront nécessairement par le changement de paradigmes socio-culturels s'imposent comme une condition sine qua non.

Tout bien considéré, la sociologie de ces localités qui assigne aux femmes les seuls rôles d'épouses et de mères, assujetties aux tâches domestiques et ménagères et soumises à la volonté des hommes freine leur dynamisme économique. Elles peinent ainsi à entreprendre pour participer au bien-être, au plein épanouissement et au développement harmonieux de la

communauté. Il est ainsi paradoxal, de constater que les femmes, en dépit de leur capacité physique et humaine, de leur débrouillardise et de leur esprit d'entrepreneuriat pour la satisfaction des besoins de la famille et par extension de la communauté ne soient encore réduites qu'à de simples épouses à qui la société ne délègue que des tâches domestiques et ménagères. Il urge d'agir.

La réflexion et l'analyse qui doivent précéder l'action en faveur de la libération du potentiel de la femme notamment en milieu rural nous ont ainsi orientées vers le département de Tivaouane plus précisément dans les localités rurales de Méouane, de Miname et de Keur Mbaye Awa. Dans ces contrées, nous allons de manière factuelle, montrer le potentiel dont sont dotées les femmes. Ce vivier commence à éclore pour participer au bien-être économique et social de toute la communauté. A travers des orientations et des actions concrètes, des femmes leaders de ces localités sont en train de façonner de nouveaux contours socio-économiques de manière à contribuer positivement au renforcement de la place de la femme dans la communauté. Leur engagement citoyen et leurs actions communautaires incitent ainsi à l'entrepreneuriat socio-économique pour garantir une vie décente et asseoir les fondements d'un avenir meilleur pour leurs communautés respectives. Ces changements en cours seront, en a pas douter, un gage d'égalité, de progrès et de justice

sociale. Ces mutations qui bousculent les codes socio-culturels établis se concrétisent progressivement sur le terrain par des initiatives et actions dont les résultats suscitent un grand espoir de changement.

LES ACTIONS DES FEMMES LEADERS ET LEURS IMPACTS

Quelques actions de femmes leaders

Dans leur combat au quotidien, certaines femmes du monde rural ont décidé de s'activer pour asseoir leur leadership. Ce combat vise à promouvoir et à valoriser davantage l'image de la femme mais aussi et surtout à prendre en charge les principales préoccupations de la gent féminine pour plus d'égalité, de progrès et de justice sociale. A l'image, d'héroïnes comme la « Reine de Cabrousse » Aline sitoé , de la reine Ndieumbout Mbodj et de la linguère Ndatté Yala, de braves femmes du Kadjoor ont décidé de s'assumer pleinement pour réformer dans un sens positif, les codes socio-culturels et économiques traditionnels qui entravent la participation effective de la femme à la gestion des affaires de la cité et par ricochet au progrès économique et social. Parmi ces femmes leaders on peut citer Fatma Diouss et Fatma Sow à Méouane, Khady Gueye à Keur Mbaye Awa, Léna Samb à Miname...

Ces femmes activistes perçues comme de pionnières ou des précurseurs du féminisme dans leurs localités mènent plusieurs actions en faveur de leurs communautés.

Les actions à caractère économique

Les femmes parviennent à profiter de l'avantage de la grande famille (famille polygame vivant en grande concession) pour s'organiser et s'aménager des plages de disponibilité horaire leur permettant de mener certaines activités économiques. C'est le cas de Fatma DIOUSS et de Fatma Sow à Méouane, de Khady GUEYE à Keur Mbaye Awa et de Léna Samb à Miname, toutes trois activistes en milieu rural.

Dans ces localités (Méouane, Miname, Keur Mbay Awa), le niveau de vie et le pouvoir d'achat des populations sont très faibles. Cela ne s'explique pas par un manque de ressources car ces localités en sont bien pourvues. Cette précarité et cette pauvreté ambiantes sont le fait de l'absence d'emploi direct, de manque de qualification des jeunes et des pesanteurs socio-culturelles qui freinent l'entrepreneuriat féminin...

Face à ces multiples problèmes, des femmes leaders, tentent de renverser la tendance en s'engageant et en s'activant davantage pour plus d'égalité, de progrès et de justice sociale.

Cette volonté d'émancipation explique sans doute la mise en place de structures de solidarité pour rompre la dépendance financière vis-à-vis des hommes mais également pour disposer de fonds nécessaires au financement endogènes de leurs activités économiques.

Des tontines et des Calebasses d'or ont vu le jour à Keur Mbaye AWA. Ces chaînes de

solidarités regroupent aujourd'hui 83 femmes à la tête desquelles se trouve Khady Gueye. Avec des cotisations régulières, ces femmes entretiennent des relations de solidarité agissante pour régler les problèmes de financement de leurs activités sur fonds propres. Leur expérience qui est en train de faire des émules, permet à des centaines de femmes de trouver des ressources propres pour financer leurs activités.

A Keur Mbaye, l'argent de la tontine et de la calebasse d'or a permis de financer le petit commerce. Sur l'axe principal qui relie les différents villages de la localité ainsi que sur la place publique, les femmes y sont installées pour exposer et vendre des produits variés comme les légumes, les fruits et agrumes provenant de la zone des Niayes. Sont également proposés au peu de clients, des produits de la pêche ainsi que des produits cosmétiques et même parfois de la friperie. Ces marchandises exposées sont étalées à même le sol ou disposées soigneusement sur des tables de fortune.

Le même décor est présent dans les rues de Miname. Seulement, Lena rajoute qu'ici, les femmes se sont en outre organisées pour l'achat de chaises, de nattes, de tentes ainsi que du matériel de cuisine (fourneaux, grandes marmites, écumoires, grands bols, bouteilles de gaz...) fortement demandé lors des cérémonies familiales (mariage, baptême, funérailles...) et religieuses (Magal, Gamou, Ziarra, chants religieux...). Les fonds générés par la location alimentent une caisse qui permet de financer les activités individuelles des femmes du groupement.

Dans la localité de Méouane, les femmes à l'image de Fatma Sow entreprennent dans des activités comme le maraichage, l'aviculture, l'élevage laitier et la

transformation artisanale des produits locaux. L'unité de transformation qui y est installée fonctionne avec des moyens limités ne permettant une production importante et de qualité. Cette situation rend la tâche difficile aux braves femmes qui s'activent pour gagner dignement leur existence. C'est un travail pénible nous confie Fatma responsable de l'unité. « Nous utilisons nos maigres moyens pour acquérir du matériel approprié et nous recourons à des techniques anciennes pour conserver la qualité de nos produits » renchérit-elle.

D'autres femmes de la localité, s'adonnent à l'élevage de moutons, de chèvres et de volailles au niveau des concessions. Ce type d'élevage rapporte certes des bénéfices mais la production peine à augmenter.

Dans la zone des Niayes si certaines femmes s'activent dans le petit commerce, la transformation des fruits et légumes, l'aviculture et l'élevage d'autres par contre interviennent dans le maraichage. Ces femmes qui cultivent la terre avec des moyens très limités se retrouvent paradoxalement avec des rendements assez satisfaisants. Cependant, il est à signaler que les petites surfaces qui leur sont affectées sont soumises à un régime de rotation de terres dont les hommes détiennent le monopole. Cette situation freine leur élan de succès dans la production. En outre, cela les rend davantage dépendante des hommes car les femmes n'ont que des droits d'usufruit.

Activités politiques

Sur le plan politique, ces femmes ont eu un engagement dans des formations qui sont parfois locales ou même nationales. L'objectif était le même : participer à la réflexion qui organise la gestion de la cité.

Pour Fatma, la politique n'était pas une option car charriant de nombreuses contre-valeurs. Malgré tout, elle a été membre fondatrice d'une organisation politique : Synergie pour le Progrès et la Démocratie (SPD). Après quatorze ans d'existence, le parti n'a pu s'affirmer. Son mentor exigeait d'elle plus d'engagement et des femmes plus de militantisme folklorique pour financer leurs activités. Cela a fini d'éteindre son ardeur et de l'éloigner de la chose politique.

Activités de sensibilisation

L'éducation, la formation, la santé et la quiétude sont des intrants pour un bon développement humain.

En zone rurale, l'accès à l'éducation, à la formation et aux soins de santé est un problème majeur au plan structurel. Les infrastructures manquent ou sont dans un état de délabrement très avancé. Aussi des problèmes d'équipements et de gestion sont-ils souvent décriés. S'y ajouter le déficit de personnel, d'informations liés entre autres l'insuffisance ou au manque de supports de communication. Sur le plan médical, le recours à la pharmacopée et aux méthodes traditionnelles ainsi que le fort taux d'analphabétisme ne sont pas pour arranger les choses. Les femmes sont généralement victimes de ces carences d'où la nécessité de les sensibiliser au quotidien.

Les femmes en zones rurales, pour la plupart n'ont pas fréquenté l'école occidentale pour s'imprégner des enseignements relatifs à l'éducation à la vie sociale et familiale mais également à la santé de la reproduction. Pour combler ce vide, ces femmes leaders ont posé des actes pour non seulement éclairer la lanterne des femmes épouses mais aussi les inciter à veiller à leur santé ainsi qu'à celle de leurs enfants.

Fatma Diouss, matrone de profession fait des campagnes de sensibilisation dans beaucoup de villages pour éveiller les femmes sur la santé de la reproduction de même que sur la santé mère-enfant. Ces participations aux différentes campagnes de vaccination lui ont permis également de sensibiliser et d'accompagner des femmes pour se faire dépister. Ces dépistages volontaires ont permis de déceler pour certaines, qu'elles trainaient des pathologies sévères et mortelles comme les kystes, le cancer du sein, le cancer du col de l'utérus. Egalement conseillère municipale, sa formation reçue en matière d'état civil lui permet en outre de faire déclarer les enfants à la naissance.

De son côté, Ndiaya dont l'influence et l'engagement en faveur de la femme et de la petite enfance explique le choix porté sur sa personne comme « *badiénou gokh* » (sorte d'influenceuse, de relais communautaire et de marraine) profite des rencontres de masse comme les regroupements hebdomadaires des femmes pour des besoins de la tontine et de la

« calebasse d'or » pour rappeler à l'assistance, l'importance de la santé de la reproduction. Et pour certaines femmes en état de grossesse, elle multiplie les visites à domicile et, de concert avec les époux et les belles-mères, elle parvient à faire davantage comprendre à la future mère, la nécessité de respecter les rendez-vous médicaux et le calendrier de vaccination des enfants.

Des actions similaires sont aussi menées dans le domaine de l'éducation pour favoriser une instruction massive et de qualité des enfants. A ce propos l'inscription et le maintien des filles à l'école occupent une place importante dans la sensibilisation et le plaidoyer des femmes leaders. Ceci contribue déjà à faire baisser d'analphabétisme, les déperditions scolaires et les mariages précoces. Un bon niveau d'instruction et de formation permettra à l'avenir, aux jeunes de ces différentes localités, filles comme garçons, de prétendre à des emplois qualifiés et fortement rémunérés et à des tâches de responsabilité comme cadres dans les entreprises déjà existantes dans la zones ou celles tentées de s'y établir dans le futur. Les actions de ces femmes leaders commencent déjà à impacter positivement la vie des communautés.

L'impact des actions sur la vie de la communauté

Le parcours de ces femmes que nous venons d'analyser montre leur engagement citoyen et leur détermination à mener des actions pour un meilleur devenir de la communauté. Ces actions auront ainsi permis de relever des changements positifs aussi bien dans les comportements de leurs sœurs que dans l'amélioration des conditions d'existences des populations locales.

Sur le plan social

A travers leurs différentes actions (sensibilisations, concertations, plaidoyers, activités génératrices de revenus...), ces femmes leaders ont su indiquer la bonne direction pour les changements qualitatifs attendus au plan social et économique. Les efforts déployés, commencent à donner des résultats probants.

Dans la localité de Miname et Keur Mbaye Awa, selon les dires de Khady Guèye, les beaux-parents jadis peu regardants sur les aspects relatifs à la santé mère-enfant sont aujourd'hui exigeants quant au respect scrupuleux des visites pré et post natales et du calendrier de vaccination des enfants. En outre, ces enfants en meilleure santé sont désormais sans tardé, déclarés à la naissance, inscrits et maintenus à l'école. Ces bonnes pratiques soutient Khady sont désormais bien intégrées par les membres de la communauté au grand bonheur des enfants qui ne sont plus victimes de rejet de dossier faute d'acte de naissance ou de déperditions scolaires massives faute de soutien et de suivi des parents. L'installation des CEM (Collège d'Enseignement Moyen) de proximité aidant, les apprenants peuvent désormais rester dans leurs terroirs jusqu'à l'adolescence. Ce qui bien évidemment a contribué à dissiper l'inquiétude des parents, autrefois préoccupés par les problèmes de tutorat auxquels leurs potaches étaient confrontés dans les localités où ils étaient

orientés pour y faire le cours moyen. Aussi, avec l'installation des industries extractives et de transformation, les jeunes eux-mêmes ont-ils pris conscience de la nécessité d'apprendre et de se former pour prétendre à un emploi sûr et bien rémunéré qui permettrait de sortir de la précarité et de la pauvreté dans lesquelles sont plongés leurs propres parents. Du fait du maintien des filles à l'école, les mariages précoces ont sensiblement baissé dans la zone

Sur le plan socio-économique

Sur le plan socio-économique, les petites activités de commerce (vente de fruits, de jus de fruits, de jus de citron, de légumes, de lait frais ou caillé, de friperie, de produits cosmétiques, de tissus, de foulards, de chaussures importées...) et les tontines fleurissent petit à petit. Elles permettent de disposer de revenus pour financer des activités sur fonds propres.

A Méouane, Fatma Diouss est parvenue avec les groupements de femmes à décrocher des ateliers de formation et à mettre en place une petite unité de transformation des produits locaux. Aujourd'hui, avec l'expertise des femmes formatrices, les productions sont d'une assez bonne qualité, qu'elles parviennent à les écouler de manière relativement facile dans les foires où elles ont le privilège d'exposer. A Méouane ,88 groupements de femmes ont à ce jour bénéficié de financements externes pour booster l'élevage notamment l'aviculture, l'embouche bovine et ovine mais également les cultures maraichères et fruitières (légumes, mangues, agrumes...)

Avec le leadership de Fatma, la quasi-totalité des groupements de femmes de la localité ont acquis un

caractère formel car dotés de récépissés et de Ninéas. Avec cette formalisation, ils pourront mieux prétendre à l'appui technique et aux financements venant de l'Etat et des partenaires au développement (Institutions internationales, ONG, Fondations...)

Ces acquis ne doivent cependant pas occulter les difficultés auxquelles ces femmes leaders font face pour un meilleur accompagnement des groupements et associations.

LIMITES ET DIFFICULTES MAJEURES

Dans leur combat au quotidien pour un mieux-être inclusif de la communauté en général et de la gent féminine en particulier, les femmes activistes de Méouane, Miname et Keur Mbaye Awa ainsi que leurs groupements et associations se heurtent à des difficultés qui limitent la portée de leurs actions. Ces difficultés et limites ont noms : déficit de formation, insuffisance de moyens matériels, manque de financement, codes socio-culturels désuets...

Les difficultés liées au déficit de formation, à l'insuffisance des moyens matériels et au manque de financement

Le déficit de formation se fait le plus sentir en matière de transformation des produits locaux, de gestion des ressources financières, d'entrepreneuriat et d'élaboration de projet.

Tout compte fait, une bonne formation est nécessaire à la bonne réussite de toute action de

production de biens notamment matériels. La principale activité économique de la zone est l'horticulture. L'importance de la production et les difficultés d'écoulement des fruits et légumes au niveau local font que des quantités énormes de produits à défaut d'être vendus à vils prix pourrissent aux champs faute d'acheteurs et de magasins de stockages (hangars, chambres froides ... L'une des alternatives imaginées par les femmes de ces localités est de transformer ces quantités de produits invendus en jus de fruits, de citron et en confitures de légumes ... On peut alors imaginer le volume de travail impressionnant que ces braves femmes transformatrices doivent abattre pour limiter les pertes énormes qui exposent leurs maris aux sanctions des banques. Aussi faudrait-il rappeler qu'elles comptent également sur la vente de la production horticole pour faire face aux nombreuses dépenses familiales mais également pour s'acquitter de leurs cotisations au niveau des tontines et « calebasses de solidarité ». Ce volume important de travail, les femmes l'effectuent de nos jours de manière artisanale, avec un matériel rudimentaire et insuffisant. On peut alors imaginer leur peine et leur perte de temps. Malgré tout, des tonnes de produits surtout les légumes à défaut d'être utilisés pour alimenter le bétail, pourrissent sur place. Quelle perte !

Un appui technique et matériel allègerait sans doute leur tâche et aiderait à accroître et améliorer leur production. Que dire de la conservation ? D'où la question lancinante du financement des activités de transformation pour assurer l'acquisition de matériels modernes pouvant assurer une production abondante

et de qualité. Cette production, répondant aux normes pourra ainsi être écoulee plus facilement dans les circuits de distribution aussi bien traditionnels (louma ou marché hebdomadaire, boutique du village, commandes directes lors des cérémonies familiales ou religieuses...) que modernes (grandes surfaces, vente en ligne ...).

Pour relever ce challenge, ces associations et groupements de femmes ont besoin également d'être capables en gestion financière et en entrepreneuriat et en élaboration de projets pour une bonne gestion de leurs fonds et structures. Avec des projets de développement innovants et bien ficelés, les organisations de femmes pourront sans nul doute capter directement des financements étatiques et extérieurs indispensables à la réussite de leurs activités.

Les contraintes culturelles et sociologiques

Les zones rurales sont encore marquées par le poids de la tradition qui voudrait que les femmes soient assujetties aux commandes du chef de famille ou plus généralement de la gent masculine et ne s'occupent exclusivement que de questions liées aux ménages et à la famille. Sur le plan politique, elles ne doivent être que des figurantes ou des militantes ou sympathisantes de second rang ne remplissant que des tâches de mobilisation et d'animation folklorique. Dans ces sociétés souvent réfractaires au changement, les femmes peinent à s'émanciper pour entreprendre sur le plan

socio-économique. Aussi tardent-elles à émerger en grand nombre dans le landernau politique pour s'affirmer, s'imposer pour occuper de poste et assumer fonctions de responsabilité qui correspondent véritablement à leur capacité intellectuelle, à leur influence et à leur poids numérique. Toutefois, les mentalités commencent à changer d'où l'émergence d'un noyau de femmes leaders qui s'activent pour la promotion et l'épanouissement de la communauté en général et des femmes en particulier. C'est l'exemple des femmes activistes comme Fatma Diouss et de Fatma Sow à Méouane, de Khady Gueye à Keur Mbaye Awa, de Léna Samb à Miname.

Dans leur engagement citoyen et leurs actions au quotidien en vue de trouver solutions alternatives aux problèmes de leurs différentes localités, ces femmes n'ont toutefois pas manqué d'être victimes du regard inquisiteur mais aussi des censures de la société.

Pour Khady, son entrée en politique, malgré sa volonté et ses bonnes intentions d'œuvrer pour une bonne gestion des affaires de la cité, s'est heurtée au refus de son mari. Ce dernier s'est laissé influencer négativement par certains notables du village qui soutenaient qu'une femme qui s'engage en politique peut plus tard devenir un leader et échapper à l'emprise de son mari. Ne voulant pas s'afficher comme un mauvais exemple surtout pour ses enfants qui sont en majorité des filles, elle a très vite abdiqué.

D'autres considérations et réalités comme le manque de temps entravent l'engagement politique des femmes. Les réunions, mobilisations et meetings entre autres nécessitent beaucoup de temps et imposent des déplacements. Or avec leurs tâches domestiques et

leurs responsabilités familiales, nombreuses sont les femmes qui manquent de temps matériel pour honorer ces exigences.

Pour Fatma Diouss, l'entrée en politique a eu des répercussions négatives sur ses activités. En effet en tant qu'actrice de développement, quelques-uns de ses proches lui avaient déconseillé de s'engager un jour en politique. Passant outre, les conséquences dommageables sur ses activités de tardèrent. « Après mon engagement politique, tous les avantages liés à mes activités économiques et sociales ont été réduits à presque néant : plus de financement, plus d'invitations dans les foires et même des décorations annoncées ont été annulées » nous a-t-elle confié.

CONCLUSION

Notre époque qui a été très misogyne et parfois injuste peut maintenant s'enorgueillir d'être le témoin d'un vaste mouvement universel en faveur de l'émancipation pleine et complète de la femme. Un peu partout dans le monde et de plus en plus dans les pays pauvres et sous-développés, des femmes activistes s'assument, s'affirment et affichent leur leadership. Cette posture leur offre l'occasion de parler et d'agir au nom de leurs sœurs soumises aux codes et pesanteurs socio-culturels qui les réduit au silence et inhibent leur potentiel, les empêchant ainsi de jouer un rôle moteur dans le développement socio-économique de la communauté.

A travers cette étude que nous venons de réaliser dans les zones rurales de Méouane, Miname et Keur Mbaye Awa, nous avons pu montrer l'impact positif du leadership féminin pour le bon devenir de la communauté. Dans un pays où ruralité rime le plus souvent avec précarité, pauvreté et emprise des réalités traditionnelles, les femmes à l'image de Fatma Diouss, Fatma Sow, Khady Guèye et Léna Samb ont compris que le développement socio-économique de la communauté ne doit pas être l'apanage des hommes. De par leur exemple, ces femmes leaders ont su montrer à leurs concitoyennes qu'il faut de l'engagement citoyen et des actions concrètes pour faire bouger les lignes et reformer les codes socio-culturels et économiques qui relèguent encore les femmes au rang de second, inhibant ainsi leur énorme potentiel. Ce potentiel libéré contribuera à atténuer la précarité et la pauvreté dont sont victime les communautés et plus particulièrement les femmes. La création de richesses à travers des systèmes de financements alternatifs ou des formes d'organisations socio-économiques comme les tontines et « calebasses d'or » dont elles sont initiatrices au sein de leurs groupements et associations de femmes est un exemple à pérenniser.

Aussi leur leadership avéré et leur plaidoyer constant sur des questions aussi importantes que la déclaration des enfants à la naissance, leur inscription et leur maintien à l'école, le respect des visites prénatales et calendriers de vaccination pour la santé mère-enfant ont -ils enregistré des avancées assez significatives impactant positivement le bien-être des familles et de la communauté.

Toutefois, il convient de noter que des difficultés et pas des moindres limitent les actions de ces femmes leaders. Ces écueils sont surtout relatifs au déficit de formation, à l'insuffisance des financements externes, au faible accès à la terre, à la faible représentativité des femmes dans les instances de décision comme les conseils de quartier, les conseils municipaux ainsi que leur exclusion des conseils de notables, au maintien de codes socio-culturels désuets ... Ces limites, une fois surmontées permettront sans nul doute de se débarrasser de certains stéréotypes basés sur le genre pour permettre à ces femmes du département de Tivaouane en général et à leurs leaders activistes en particulier de mieux prendre en charge leurs besoins et préoccupations majeurs. N'y va-t-il pas de l'intérêt de toute la communauté ?

Tous les articles publiés sur ce site ont été écrits de manière indépendante. Les opinions exprimées engagent leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de la Rosa Luxemburg Stiftung

@ ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

Faye-Niang : *L'activisme des femmes en milieu rural : le cas de Meouane, Keur Mbaye Awa, Miname et Tivaouane*



ROSA LUXEMBURG STIFTUNG
REGIONAL OFFICE WEST AFRICA
VILLA 43, MERMOZ SOTRAC, DAKAR, SENEGAL
TEL : +221-33-8697519
EMAIL : infodakar@rosalux.org